

Alimentation : « Les pratiques agricoles vertueuses doivent être soutenues »

TRIBUNE

Collectif

Au-delà de la question de la souveraineté alimentaire, la crise liée à l'épidémie du Covid-19 place l'enjeu de la durabilité au cœur de nouvelles politiques agricoles volontaristes qui ciblent les productions plus saines et plus écologiques, estime, dans une tribune au « Monde », un collectif de quatre chercheurs.

Dans le contexte de la crise du Covid-19 et de ses suites, les appels à une plus grande souveraineté alimentaire de la France sont nombreux. Celle-ci suppose une baisse des importations qui passe principalement par des gains de compétitivité prix et hors prix des producteurs nationaux.

Elle peut aussi se traduire par une reterritorialisation de l'alimentation, remettant en cause le mouvement de spécialisation productive des territoires qui a prévalu au cours des dernières décennies. Cependant, la réduction des importations et la reterritorialisation ne sont que deux vecteurs qui doivent être mis au service d'un enjeu supérieur, celui de la durabilité de notre agriculture et de notre alimentation.

En dépit des innovations et des gains de productivité qui permettront de réduire les coûts de production, des systèmes agricoles et alimentaires plus écologiques, plus sains et relocalisés se traduiront vraisemblablement par des prix alimentaires plus élevés. Cette augmentation est requise pour couvrir les surcoûts de production. Elle peut bénéficier aux producteurs agricoles français à deux conditions.

Trouver une traduction dans la Politique agricole commune

Tout d'abord, en s'assurant que cela ne profite pas à des concurrents moins-disants sur les deux plans de l'environnement et de la santé. Dans cette perspective, les accords commerciaux signés par l'Union européenne (UE) doivent intégrer des exigences équivalentes à celles imposées aux producteurs européens. Cette exigence vis-à-vis des pays tiers non européens l'est aussi entre Etats membres européens.

Ensuite, en s'assurant que des prix alimentaires plus élevés se traduiront par des rémunérations plus élevées pour les producteurs, notamment, par le renforcement des accords de filières. La contrepartie est l'engagement résolu de l'agriculture dans la transition

agroécologique selon les axes proposés dans le [Pacte Vert](#) qui doivent trouver traduction effective dans la prochaine Politique agricole commune (PAC).

Les pratiques agricoles vertueuses doivent être soutenues et les pratiques non vertueuses pénalisées, dans les deux cas de façon déterminée. Des productions alimentaires plus écologiques et plus saines, mais aussi plus chères, trouveront des débouchés auprès de certaines catégories, souvent aisées, de la population. Il convient de mobiliser ce premier levier des dispositions à payer par le biais de campagnes d'information et d'une plus grande transparence des conditions de production, notamment par l'étiquetage, au double titre de la visibilité et de la sincérité des efforts des producteurs.

Les transitions vers des régimes alimentaires de meilleure qualité

Le caractère local, régional ou national peut également être valorisé car il répond à une attente des consommateurs. Ceci à condition que les productions correspondantes soient irréprochables sur les deux plans de l'environnement et de la santé. Mais pour éviter que les augmentations des prix alimentaires ne creusent les inégalités sociales liées à l'alimentation, un deuxième axe d'action s'impose.

Celui d'un soutien financier à la consommation alimentaire pour les populations les plus défavorisées. Les expérimentations de bons alimentaires fléchés sur des produits sains, notamment les fruits et légumes, testées au Royaume-Uni, mettent en évidence les bénéfices de cette politique.

Le troisième étage du dispositif, de portée plus générale, doit favoriser les transitions vers des régimes alimentaires de meilleure qualité, sur les plans de l'environnement et de la santé, pour l'ensemble de la population. Les travaux de recherche montrent qu'une réduction significative de l'empreinte carbone de notre alimentation (un quart de nos émissions de gaz à effet de serre) n'est possible que par une modification des consommations alimentaires.

Soutenir la consommation des catégories les plus défavorisées

Il en est de même pour lutter contre le surpoids et l'obésité, et les maladies chroniques associées. Il s'agit ici de favoriser les évolutions vers des régimes alimentaires plus riches en fruits et légumes, en légumineuses et en fibres, et moins riches en produits animaux et en produits gras/salés/sucrés.

De telles modifications de la structure des consommations alimentaires peuvent permettre, dans une certaine mesure, de contenir les niveaux des dépenses alimentaires des ménages, malgré des prix alimentaires plus élevés. Néanmoins, compte tenu de l'ampleur des changements à opérer et de la difficulté à modifier les régimes alimentaires qui dépendent fortement des habitudes et des préférences, il est peu probable que les nécessaires évolutions des régimes alimentaires aient lieu si elles ne sont pas soutenues par une politique volontariste.

Au-delà des campagnes d'information ou de l'étiquetage des produits, faut-il alors introduire des signaux-prix, de façon à inciter les consommateurs à tenir compte des impacts environnementaux et de santé de leurs choix alimentaires ? Les recherches économiques sur ce point tendent à répondre positivement. On peut ainsi imaginer une modulation des taux de TVA ou l'introduction d'un schéma de subventionnement et de taxation des produits, en fonction de leurs impacts sur l'environnement et la santé. De telles mesures devraient être mises en œuvre de façon à être neutres fiscalement, afin de ne pas affecter, en moyenne, les dépenses des ménages. La neutralité fiscale permet cependant des transferts entre ménages, une partie de la collecte fiscale pouvant être utilisée pour soutenir la consommation des catégories les plus défavorisées.

Cécile Détang-Dessendre, directrice scientifique adjointe Agriculture à Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), **Hervé Guyomard**, directeur scientifique Agriculture à l'Inrae, **Vincent Réquillart**, directeur de recherche à l'Inrae et professeur à la Toulouse School of Economics (TSE), **Louis-Georges Soler**, économiste à l'Inrae.

Collectif

Les contributions (3)

J.B 28/06/2020 - 12H29

De bonnes idées générales mais des contradictions majeures :

- 1) Rien sur le montant et la répartition des subventions agricoles, ni sur la remise en cause de la concentration croissante des exploitations, puisque les subventions sont basées sur les ha, donc rien sur la nécessité d'augmenter le nombre des actifs agricoles.
- 2) Si la taxation des importations se limite à la différence entre le coût de production français soi-disant durable (est-ce le cas pour les produits animaux ?) et le coût de production des produits importés (comment isoler le coût du travail et du foncier, bien inférieur, de celui de la dégradation de l'environnement ?), où trouvera-t-on les ressources pour subventionner les consommateurs défavorisés ?

3) Rien sur la dégradation de l'environnement en Afrique lié au fort dumping de nos exportations et à la baisse de 80% des droits de douane imposée par les Accords de Partenariat Economique : plus de jachère, déboisement... Lire "Vous avez dit libre échange" L'Harmattan

-Alazon-28/06/2020 - 10H22

Excellente idée. Taxons de manière objective les produits en fonction des externalités négatives PROUVEES et pour le reste laissons faire le marché. On pourra enfin cultiver et manger des OGM en France -> fin de l'obscurantiste prohibition, place au progrès.

On arrêtera de subventionner à coups de milliards le bio et son lobby pour ne lui faire plus bénéficier que d'un avantage lié aux effets évités démontrés de la moindre utilisation de pesticides (il y en a aussi en bio), l'effet sur le climat étant nul-> les biovores, généralement bobocolos, arrêteront de faire payer les autres pour leur religion.

On redémontrera que manger local n'a aucun intérêt pour la planète (voire notamment les études ADEME) puisque ce sont les derniers kilomètres qui coûtent -> on mettra fin à cette mode xénophobe qui ruine des paysans étrangers.

Et on fichera la paix aux gens qui veulent manger du boeuf dès lors qu'ils ont payé le juste prix.

Goguenard28/06/2020 - 08H41

Tellement vrai, tellement du bon sens... l'alimentation est un marqueur social fort, qui est source d'inégalités. Le signal-prix est le premier critère de choix des plus pauvres. Baisser la TVA sur le labellisé, local... OUI ! il est temps ! mais les critères pour définir ça vont être compliqués à déterminer et soulever des pans entiers d'agriculteurs qui se retrouveraient perdants (FNSEA...). Aidons-les à changer pour accepter ces changements.